

## édito

### Un gouvernement égaré, une « macronie » prise de folie !



Par **Bruno North**,  
Président du Centre National des Indépendants et Paysans.

Confronté à une conjoncture intérieure, financière, sociale, morale, sécuritaire et internationale inextricable, l'exécutif perd pied.

Il perd pied au moment même où la situation économique marquée par la dette, les déficits et l'inflation exigerait un traitement aussi méticuleux que courageux, et où la situation sociale tendue, devrait imposer une politique de volonté républicaine, puisqu'elle est dangereusement attisée par une extrême gauche virulente, et qui plus est alourdie par le poids d'une immigration incontrôlée qui pèse sur les finances publiques et qui dilue la cohésion nationale en engendrant des tensions communautaires, elles-mêmes facteurs de délinquance.

Il perd pied devant une situation politique contrainte par une Assemblée Nationale ingérable transformée en site de happening permanent par les députés LFI.

Il perd pied enfin face à une situation extérieure ténébreuse – guerre en Ukraine, devenir de l'Europe flou et chaotique, redéploiement de la politique allemande vers l'est, montée en puissance de la Chine, reconstitution de la zone d'influence ottomane, persistance de la menace islamique, perte d'influence en Afrique, relance de l'OTAN au détriment d'une défense européenne – qui nécessiterait sang-froid, vision claire, détermination et esprit de décision là où ne sont à l'œuvre, qu'improvisation, légèreté et agitation.

La « macronie » sombre dans la panique et cherche son salut dans une fuite en avant éperdue où le chéquier et la planche à billets utilisés comme argent magique tiennent lieu de politique publique, course à l'aveugle qui dissimule de plus en plus mal que le roi est nu.

Rien ne va plus ! Et la folie semble à vrai dire s'être emparée de tous les corps de la Nation. L'enseignement, bien sûr, abandonné aux manipulations génétiques d'un ministre idéologue. La Justice, noyauté par les militants rouges du Syndicat de la magistrature qui organisent petit à petit la suprématie du gouvernement des juges. L'administration, déclassée et déconsidérée alors qu'elle était encore il n'y a pas si longtemps, le socle de l'État. L'Armée affaiblie à la fois par les contraintes budgétaires que la nouvelle loi de programmation militaire ne remet que très partiellement en question malgré les amendements venus de la droite, et par des interrogations vitales au sein des états-majors comme des unités sur le sens de ses missions. La police, bien sûr, soumise à des attaques odieuses et incessantes...

Non. Rien ne va plus ! Et pourtant les jeux ne sont pas faits.

Nous savons que rien ne compte davantage que la qualité des hommes et leur détermination. La qualité et la détermination sont de notre côté. C'est par elles que la France mettra fin à ce psychodrame « macronien » qui n'a que trop duré, tout en évitant la sombre aventure que serait l'arrivée aux affaires de la gauche. Car ce risque existe bel et bien. Plusieurs récents sondages consacrés aux prochaines élections européennes montrent qu'une liste NUPES unie disputerait la première place au Rassemblement National mais surtout que le total des listes de gauche allant séparément au combat atteindrait les 35% de suffrages, dix points au-dessus du RN, Renaissance et LR étant loin derrière. Les élections européennes ne sont certes pas des élections déterminantes de notre vie politique, mais il y a là, une indication inquiétante des choix désespérés que pourraient faire des électeurs poussés à bout.

Le moment de vérité approche. Plus que jamais pour le CNIP, la vieille devise de Baudouin IV de Jérusalem sera un mot d'ordre et un encouragement : "Fais ce que dois, advienne que pourra".

Bruno North, *Président du CNIP*

### Sommaire

- 2 Le Mot du Secrétaire Général
- 2 3 questions à... Frédérique Faure
- 3 Libres Propos... Darmanin, le triste sire de la République par Tarick Dali
- 4 Actualités Fédérations : Les Alpes-Maritimes en AG : suite Ça bouge dans le Doubs

### Suivez-nous sur Twitter

Une sélection de comptes Twitter auxquels s'abonner pour suivre l'actualité politique et médiatique du CNIP et de ses cadres :

- ▶ **Le CNIP:** @CNIP\_FR
- ▶ **Le président**  
**Bruno North:** @BrunoNorthCNIP
- ▶ **Le délégué général aux études**  
**Jean-Paul Tisserand:** @JP\_Tisserand
- ▶ **Le vice-président**  
**Thierry Gourlot:** @TGourlot
- ▶ **ou encore**  
**Gilles-William Goldnadel:** @GWGoldnadel
- ▶ **Clément Galante:** @Galanteclement

## Le mot du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Je croyais bien naïvement que nos agriculteurs et nos paysans avaient comme vocation première de nourrir la population française en assurant l'autosuffisance alimentaire de notre Pays, c'est-à-dire notre autonomie sur le plan mondial ! Bien non, j'ai tort... depuis les obligations technocratiques et tatillonnet de Bruxelles, notamment en nous imposant une réduction drastique des surfaces agricoles cultivables et la mise en jachères de ces « bonnes terres », la France n'est plus le deuxième pays exportateur agricole au monde et se situe maintenant au 6ème rang mondial !

Pire, maintenant notre propre administration vilipende notre agriculture et la rend responsable de tous les maux, notamment dans le changement climatique !

Oui, pensez donc, que d'après les technocrates et bureaucrates de la Cour des Comptes, nos taureaux, nos génisses, nos veaux, et j'en passe, seraient, parce que ces animaux paissent, en toute liberté dans des herbages, les principaux responsables du réchauffement climatique du fait notamment de leurs gaz et leurs déjections !

Mais où allons-nous ? Dans quel monde ces fonctionnaires parisiens veulent nous enfermer ! Sont-ils si fous ? L'empereur s'en retournerait dans son mausolée des Invalides, lui qui a créé cette institution pour vérifier la régularité et la bonne utilisation des fonds publics !

NON, pour nous, le « P » de « Paysans » de la dénomination de notre mouvement politique, veut bien dire quelque chose et souligne si besoin en était, que nous, nous faisons passer l'humain avant toute autre considération et que l'intérêt premier du « Peuple de France » est qu'il puisse se nourrir et manger « à sa faim » avec de bons produits sains de nos terroirs.

Alors Mesdames et Messieurs de la « Rue Cambon », vérifiez, contrôlez à loisir le bon usage de l'argent du « Peuple de France », mais de grâce, laissez nos agriculteurs, nos producteurs, nos éleveurs faire leur labour ; ils savent le faire parfaitement en respectant les animaux et la nature !

Oui, le CNIP est le défenseur de la ruralité et de nos territoires oubliés !

Chères Adhérentes, Chers Adhérents, vous faites des réunions, des actions sur le terrain, alors envoyez-nous des photos de celles-ci accompagnées d'un texte les présentant et les commentant. Cette lettre est surtout la vôtre !

Jean-Thierry GUILLERÉ-DELANGRE

## 3 questions à Frédérique Faure

Trésorier National et membre du Bureau Politique



### Frédérique Faure, qui êtes-vous ?

Je suis la cadette d'une famille de 3 filles. Elevée dans une famille catholique, Mon père est décédé avant mes 15 ans. Une situation compliquée qui m'a amené à écourter mes études. Je mène, alors, de front une activité salariée dès mes 18 ans et des études reprises par

correspondance et en cours du soir, tout en secondant ma mère dans la gestion de l'entreprise familiale à Levellois-Perret.

Maman quasi-solo de deux fils, tous deux ingénieurs dans de très grandes entreprises françaises, et grand-mère d'un petit-fils, je suis retraitée depuis 1 an après 47 années activité salariée puis en tant qu'Indépendante (Secteur judiciaire).

### Pourquoi avoir rejoint le CNIP ?

Elue Conseiller Municipal délégué aux Affaires scolaires de 2001 à 2007, à Levallois-Perret, je pars sous l'étiquette UMP. Mais, la mollesse de cette Droite qui se dit « forte et courageuse » m'horripile au plus haut point. J'adhère au CNIP en 2004, j'y retrouve, enfin,

les valeurs politiques et morales que mes parents (Résistants en Haute-Loire, Réseau Publican) m'ont inculquées : l'honnêteté, le courage, la fierté de notre Patrie... Et le goût du travail bien fait.

### Comment abordez-vous vos fonctions de Trésorier National et de membre du Bureau Politique ?

D'abord Trésorière de la Fédération des Hauts de Seine où nous comptons à l'époque une centaine d'adhérents et des élus, j'ai été nommée et confirmée, par un vote du Comité Directeur en 2006, Trésorier National. La tâche n'est pas toujours aisée, mais ma pugnacité face à l'adversité est un véritable atout ! La très grande complexité des obligations administratives et réglementaires faites aux partis politiques et la gestions des cotisations de nos adhérents occupent à la fois mon esprit et mes semaines. Une retraite bien remplie.

Mes postes de responsable administrative et financière puis de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs m'ont fait approcher de près de multiples situations propres aux femmes de ce pays. Je pense apporter un regard différent sur les problèmes graves qui se posent à elles (santé, insécurité, violences) et à notre société.

Interview réalisé par Arnaud Stephan

# Darmanin, le triste sire de la République



Depuis que le groupe parlementaire Liot a pris la tête du combat pour le respect du Parlement par le pouvoir exécutif, son président, Charles-Amédée de Courson, est régulièrement interpellé par les médias qui lui reprochent de parler comme l'extrême-gauche parce qu'il ose stigmatiser la « dérive autocratique » de la macronie. Au lieu de faire leur travail consistant à voir ce qu'ils voient, comme l'aurait dit Charles Péguy, et en rendre compte ; en l'espèce, s'interroger sur les raisons qui poussent un élu chevronné qui se situe lui-même dans « la droite modérée » à dénoncer une telle dérive, ils préfèrent se faire les défenseurs d'un régime qui glisse sournoisement vers le totalitarisme. Qui osera prétendre que les libertés publiques, le respect du Parlement et des corps intermédiaires quels qu'ils soient, n'ont pas gravement reculé onze ans après l'arrivée d'Emmanuel Macron dans les allées du pouvoir et six ans après son élection ?

Et qui osera contester le fait suivant ? le dimanche 21 mai, en début d'après-midi, de paisibles Français venus assister, dont certains depuis une lointaine province, à un colloque de l'Institut Iliade, à la salle Wagram, dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ont trouvé porte close et furent sommés de déguerpir par les policiers venus garder les lieux. Pour la petite histoire, les journalistes de l'émission gauchiste Quotidien sur TMC qui se sont fait une spécialité de saisir toutes les occasions de se gausser de ce qu'ils appellent la strémédrouate, eurent à subir le même sort. Car eux, comme les invités à la conférence, annoncée plusieurs semaines à l'avance, apprirent sur place que par arrêté de la veille au soir, le préfet de police avait interdit la réunion. Motif : risque de trouble à l'ordre public. Pourquoi ? parce que la conférence avait pour objet de rendre hommage à l'historien et essayiste Dominique Venner pour les dix ans de son sacrifice à Notre-Dame de Paris pour « provoquer l'espérance face à l'effondrement de la civilisation européenne ».

L'arrêté du préfet de police a, sans nul doute à la demande du ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, été pris tardivement pour que le tribunal administra-

tif n'ait pas le temps de statuer sur le référé-liberté déposé immédiatement après que les organisateurs eurent été informés de l'interdiction. Darmanin ne voulait pas prendre le risque de se faire à nouveau désavoué comme il l'avait été quelques jours auparavant lorsqu'il avait cru bon d'empêcher de façon tout aussi arbitraire une autre manifestation tout aussi pacifique.

Le même jour, Darmanin en voyage aux États-Unis, s'était fendu d'un tweet par lequel il se vantait d'avoir demandé au préfet de Haute-Savoie de sévir contre une trentaine, au maximum, de manifestants à Annecy qui avaient traversé les rues de la ville dans le plus grand calme. Leur tort ? avoir prononcé dans le cortège des phrases du style « la France aux Français ». En revanche, simultanément à ce défilé d'une trentaine de personnes, une trentaine de milliers d'individus s'installaient dans le champ d'un agriculteur berrichon à qui on n'avait évidemment pas demandé l'autorisation, pas plus qu'on n'avait informé le maire de la commune, pour une rave party interdite par la préfecture de l'Indre et qui s'est soldée par des dizaines d'hospitalisations pour surdose de drogue, comas éthyliques et autres, sans parler du bruit infernal trois jours durant. Darmanin ? Silence sépulcral. Police ou gendarmerie pour repousser les participants à un rassemblement interdit ? que nenni ! pour encadrer l'événement.

Malheureusement, ce cas n'est pas isolé et ce gouvernement repousse chaque jour davantage les limites de son pouvoir arbitraire. C'est une volonté délibérée du macronisme dont Darmanin est le principal bras armé. Il excite ce climat de guerre civile pour rassembler autour du pouvoir les partisans de l'ordre. La combine avait remarquablement fonctionné aux élections européennes de 2019 après plusieurs mois de Gilets Jaunes. Face à ce pouvoir, l'extrême-gauche reste fidèle à elle-même : elle n'a que faire de sa large représentation parlementaire, elle ne rêve que de grand soir et ne cessera pas d'installer le chaos. La complicité Macron-NUPES est flagrante. Que des voix comme celle de Charles-Amédée de Courson restent isolées est la preuve qu'il n'y a guère d'opposition parlementaire au cours de cette législature. C'est la raison pour laquelle le gouvernement minoritaire de Mme Borne est, non seulement, toujours en place mais poursuit un calendrier législatif qui ne comporte que de nouvelles contraintes à l'égard des Français, aujourd'hui sous prétexte d'écologie, hier sous celui de santé publique, demain pour cause de guerre dont on ignore les objectifs, sans trop se soucier des bâtons que nul ne lui mettra vraiment dans les roues.



## Les Alpes-Maritimes en AG: suite

La Fédération des Alpes-Maritimes multiplie les actions et les adhésions. C'est dans cet esprit que s'est tenue l'assemblée générale de la Fédération 06 le 29 avril dernier. A cette occasion un responsable jeune a été désigné, signe supplémentaire de la vigueur nouvelle. Deux nouvelles campagnes de collage ont également eu lieu les 13 et 20 mai derniers.

Contact : [fede06@cnip.fr](mailto:fede06@cnip.fr)



## Ça bouge dans le Doubs

Le professeur Jean-Richard Sulzer vient de prendre, avec l'énergie qu'on lui connaît, les rennes de la nouvelle délégation départementale.

Plusieurs actions ont déjà été menées à Besançon.



Réunions publiques, sessions formations  
des cadres, dîners fédéraux,  
manifestations...  
l'actualité des fédérations,  
des délégations et sections locales,  
**c'est ici !**

Faites-nous parvenir vos actualités  
sur [evenements@cnip.fr](mailto:evenements@cnip.fr)

# Adhérez au CNIP

**pour soutenir vos idées,  
prendre  
des responsabilités  
et participer  
aux décisions du parti.**

Le CNIP, la maison commune  
de la Droite depuis 70 ans



**CNIP**  
47 boulevard de Courcelles  
75008 PARIS - [www.cnip.fr](http://www.cnip.fr)

